



**PRÉFET
DU GARD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement Occitanie
Unité inter-départementale Gard-Lozère**

Nîmes, le **31 OCT. 2024**

Cellule Déchets

Courriel : uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE n° 2024- 052 DREAL

modifiant l'arrêté préfectoral n°12.035N du 4 avril 2012

réglementant l'exploitation des installations de regroupement, de transit et de traitement de déchets non dangereux de verre usagé par la SAS Louis VIAL à VERGEZE et abrogeant l'arrêté préfectoral complémentaire n°14.123N du 3 octobre 2014

**Le Préfet du Gard,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,**

- VU** le code de l'environnement et notamment son titre I du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 181-14, R. 122-2, R. 181-45 et R. 181-46 ;
- VU** le décret n°2024-742 du 6 juillet 2024, portant diverses dispositions d'application de la loi d'industrie verte et de simplification en matière d'environnement ;
- VU** le décret du Président de la République en conseil des ministres du 13 juillet 2023 portant nomination de monsieur Jérôme BONET en qualité de préfet du Gard ;
- VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation n°12.035N du 4 avril 2012, réglementant les installations de regroupement, de transit et de traitement de déchets non dangereux de verre usagé, exploitées par la SAS Louis VIAL à l'adresse suivante : Lieu-dit « Les Bouillens », 30310 Vergèze ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n°14.123N du 3 octobre 2014, fixant notamment les quantités maximales de déchets pouvant être entreposées sur le site et l'établissement des garanties financières ;
- VU** la demande de modification des conditions d'exploiter les installations classées autorisées par les arrêtés préfectoraux n°12.035N du 4 avril 2012 et n°14.123N du 3 octobre 2014, portée à la connaissance du préfet par la SAS Louis VIAL par courrier daté du 29 mars 2023 et le dossier joint, complété en dates en date du 4 mars 2024 et du 5 juin 2024 ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées, daté du 4 septembre 2024;

- VU** le projet d'arrêté préfectoral porté par courrier recommandé du 20 septembre 2024 à la connaissance de l'exploitant pour observations éventuelles ;
- VU** les observations de l'exploitant formulées par courrier recommandé du 2 octobre 2024 reçu le 7 octobre 2024 ;

CONSIDÉRANT que la SAS Louis VIAL a transmis par courrier en date du 29 mars 2023 un dossier de porter à connaissance visant à mettre à jour les activités de son site de Vergèze ;

CONSIDÉRANT qu'en application des articles R. 181-46 du code de l'environnement, le dossier de porter à connaissance transmis, complété en date des 4 mars 2024 et 5 juin 2024, comporte les éléments d'appréciation relatifs aux modifications apportées et souhaitées et à son mode d'exploitation ;

CONSIDÉRANT que les modifications sollicitées ne constituent pas des modifications substantielles de l'autorisation environnementale au sens du I de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la nature et l'ampleur de ces modifications ne rendent pas nécessaire la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

CONSIDÉRANT néanmoins que les augmentations des capacités de stockage de déchets sur le site de Vergèze sont susceptibles de générer des envols d'éléments légers et de poussières à l'extérieur du site, et qu'afin de préserver les intérêts mentionnés aux articles mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, particulièrement la protection de l'environnement, des milieux aquatiques (plans d'eau) et des parcelles agricoles situés à proximité du site, il y a lieu de compléter les prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire n°12.035N du 4 avril 2012 susvisé ;

CONSIDÉRANT que les installations exploitées par la SAS Louis VIAL à Vergèze sont soumises à autorisation sous la rubrique 2791 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'en application des nouvelles dispositions visant à simplifier certaines procédures environnementales introduites par le décret n°2024-742 du 6 juillet 2024 susvisé (chap IV) modifiant l'article R.516-1 du code de l'environnement, ces installations ne sont plus soumises à l'obligation de constituer des garanties financières et leur changement d'exploitant n'est plus soumis à autorisation préfectorale ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu en conséquence d'abroger l'arrêté préfectoral complémentaire n°14.123N du 3 octobre 2014 susvisé relatif à ces obligations ;

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la Préfecture ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 – BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'ARRÊTÉ

Sans préjudice des prescriptions des actes antérieurs ou des arrêtés ministériels applicables, la société LOUIS VIAL, ci-après nommée l'exploitant, dont le n° SIRET est 30518849200014 et dont le siège social est situé au 14 ZA des Epalits – 42610 Saint-Romain-Le-Puy, autorisée à exploiter les installations de transit et de traitement de déchets de verre situées au lieu-dit Les Bouillens BP 17

30310 VERGEZE, est tenue de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance du préfet, les dispositions des articles suivants.

ARTICLE 2 – ARTICLES MODIFIÉS

Les dispositions des articles 1.3., 1.4, 3.1, 4.3 et 4.4. de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°12.035N du 4 avril 2012 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Article 1.3 Consistance des installations autorisées

Les installations classées pour la protection de l'environnement, ainsi que les installations situées dans l'établissement, non classées, mais connexes à des installations classées, sont soumises aux prescriptions du présent arrêté, en application des dispositions de l'article R. 181-1 du code de l'environnement.

L'établissement porte sur les parcelles cadastrales n° 75, 78 et 80 de la section AV, du plan cadastral de Vergèze d'une superficie totale de 11 725 m². Il est organisé conformément au plan schématique joint à la demande de modification en date du 4 mars 2024 et dont un exemplaire demeurera annexé au présent arrêté.

Le site traite au maximum 600 t de verre par jour, soit 15 000 t/mois ou environ 150 000 t/an.

La consistance des installations est la suivante :

- ◆ un bâtiment de traitement calcin d'une emprise de 450 m² abritant des installations de broyage (broyeur à double cylindre pour la matière entrante de 22/55 mm), criblage, tri manuel et séparation (magnétique, optique et pneumatique) et des convoyeurs à bandes (tapis) reliant chacun des postes ; les cellules en partie basse du bâtiment sont utilisées pour collecter et stocker temporairement les déchets et rebuts issus du tri (DIB bouteilles et DIB bouchons),
- ◆ un broyeur à axe vertical est implanté à l'extérieur, au niveau de l'installation de poudre de verre pour le verre entrant de 0/8 mm,
- ◆ une trémie,
- ◆ un silo de chargement,
- ◆ une installation de poudre de verre,
- ◆ un locabri pour fine,
- ◆ des locaux maçonnés adossés à la façade Ouest du bâtiment principal abritant un atelier et un stockage de produits (huiles et fluides hydrauliques) pour l'entretien des installations et des véhicules et engins,
- ◆ des constructions mobiles en structure légère implantées en bordure sud du site abritant des bureaux et un vestiaire pour le personnel,
- ◆ des abris en structures légères dédiés à certains stockages,
- ◆ des zones extérieures de stockage bétonnées dédiées au stockage au sol des matériaux et déchets issus du tri :
 - zone de stockage verre usagé entrant (Z1) : silo de stockage alimentant les installations de tri,
 - zone de stockage verre concassé pré traité (Z2) : zone à proximité de la façade sud de bâtiment permettant de stocker le verre concassé arrivant par le tapis T4,
 - zone de stockage tampon (Z3) : zone centrale permettant le stockage temporaire de verre propre ou pré-trié (RTO),
 - 5 casiers de stockage spécifiques en béton (« box ») situés au Nord Est du site (Z4) pour le stockage des bouteilles Perrier rebuts de fabrication, du verre usagé refusé, du verre plat en transit, des déchets ferreux refus de tri,

- une zone spécifique (« zone non-conformité ») pour les bonbonnes de peroxyde d'azote retirées des déchets ferreux en attente de prétraitement,
- ♦ des bennes pour les déchets métalliques non-ferreux issus du tri,
- ♦ une zone extérieure bétonnée de chargement et déchargement,
- ♦ un débourbeur-déshuileur,
- ♦ un pont bascule,
- ♦ deux compresseurs d'air implantés sous abri en façade Ouest du bâtiment principal associés à un réseau interne de distribution permettant l'alimentation en air comprimé des systèmes de tri automatique : un compresseur principal à vitesse variable d'une puissance de 75 kW et un compresseur de secours de 45 kW,
- ♦ deux chargeurs fonctionnant au gazole pour toutes les opérations de chargement des camions et de manipulation du verre en extérieur,
- ♦ un charriot élévateur au gazole pour le transfert des bacs métalliques mobiles collectant certains déchets issus du tri et pour les opérations de manutention courante,
- ♦ une unité de stockage et de distribution de GNR et FOD sous forme d'un module intégré comportant deux cuves non enterrées en rétention complète (double enveloppe) d'une capacité de 5 m³ chacune et les pistolets de distribution pour l'alimentation des engins du site.

Le stock de verre présent sur le site est au maximum de 8 100 t (3 000 t de verre brut, 5 000 t de verre RTO en attente et 100 t de verre plat en transit), soit environ 8 100 m³.

A tout moment, les quantités de déchets dangereux et non dangereux pouvant être entreposées sur le site ne doivent pas dépasser, pour chaque type de déchets, les quantités définies dans le tableau ci-après.

Catégorie de déchets	Type de déchets	Quantité maximale sur site
Déchets dangereux	Emballages souillés	0,4 tonne
	Huiles et fluides hydrauliques	1 tonne
	Déchets bouteilles (protoxyde d'azote)	1 tonne
Déchets non dangereux	Verre brut	3 000 tonnes
	Déchets issus du verre brut (bouteilles plastiques, tetra brick)	50 tonnes
	Déchets issus du verre (bouchons)	50 tonnes
	Déchets inertes infusibles RTO (céramiques)	500 tonnes
	Déchets issus tri optique (verre RTO)	5 000 tonnes
	Métaux ferreux issus du tri	50 tonnes
	Métaux non ferreux issus du tri	50 tonnes
	Verres plats automobile (pare-brises)	50 tonnes
	Verres plats bâtiments (vitrieres)	50 tonnes

»

« Article 1.4 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées.

Désignation et importance des installations	Rubrique	Régime
Installation de traitement de déchets non dangereux (broyage, criblage et nettoyage), à l'exclusion des installations visées aux rubriques n°s 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782, la quantité de déchets traités étant de 600 t/j	2791-1	A
Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre, à l'exclusion des installations visées à la rubrique n°2710, le volume susceptible		

d'être présent dans l'installation étant d'environ 8 100 m³	2715	D
---	------	---

A = Autorisation D = Déclaration »

« Article 3.1 Prélèvement et consommation en eaux

Le site est alimenté pour ses usages sanitaires par le réseau d'alimentation en eau potable communal et dispose d'une alimentation en eau industrielle depuis le canal de la Roubine.

En termes d'usage, l'eau industrielle est utilisée pour l'humidification des surfaces extérieures et des stockages de verres bruts durant les périodes de sécheresse et de fort vent afin de limiter les envols de poussières liés au trafic des engins et camions ainsi qu'à la manutention.

L'exploitant doit rechercher, par tous les moyens possibles, à limiter sa consommation d'eau au strict nécessaire, pour le bon fonctionnement de ses installations.

La consommation d'eau industrielle du site est limitée à 1 500 m³/an.

La réfrigération, en circuit ouvert, est interdite. »

« Article 4.3 Prévention des envols

Les bâtiments, les installations, les aires extérieures et les abords sont aménagés de manière à prévenir les envols d'éléments légers et les émissions de poussières. En particulier sont mis en place, au niveau des grillages de la clôture Est du site, des filets brise-vue d'une hauteur de 1,50 mètres fixés à la clôture et des opérations de ramassages des éléments légers sont organisées régulièrement et en période de vent violent.

Toute disposition est prise pour limiter le risque d'envols des déchets légers issus du tri (plastique, papier, carton...) qui sont stockés uniquement dans les casiers dédiés. Leurs volets sont maintenus fermés en période de vent fort. Pour limiter le risque d'envols d'éléments légers en aluminium et de débordements lors du remplissage de la benne Ampliroll de stockage des déchets non ferreux, il est mis en place un miroir en position haute pour faciliter les manipulations de vidange et la visualisation du taux de remplissage de cette benne Ampliroll par l'opérateur, ou tout autre moyen d'efficacité équivalente. »

« Article 4.4 Émissions de poussières

Les stockages de produits pulvérulents doivent être confinés (récipients, silos, bâtiments fermés).

Les parties de l'installation comportant des phases de travail provoquant de fortes émissions de poussières sont équipées de dispositifs de captation et d'aspiration.

La teneur en poussières des effluents émis à l'atmosphère par les réseaux canalisés ne doit pas dépasser 100 mg/Nm³ si le flux horaire est inférieur ou égal à 1 kg/h et 40 mg/Nm³ dans le cas contraire.

Les installations de dépoussiérage font l'objet de contrôles périodiques afin de garantir l'efficacité des organes de filtration et le respect des valeurs limites fixées ci-avant.

Les valeurs limites d'émission ci-dessus sont des valeurs moyennes journalières.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesures en concentration ne peut excéder le double de la valeur limite.

Les mesures, prélèvements et analyses sont effectués selon les normes en vigueur ou à défaut selon les méthodes de référence reconnues. »

ARTICLE 3 – ARTICLES COMPLÉTÉS

- L'article - 1.6 Réglementations particulières de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°12.035N du 4 avril 2012 susvisé est complété par les dispositions suivantes :

« - arrêté ministériel du 15 octobre 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2715 ;

- arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement. »

- **L'article 4.5 - Mesures et contrôles des émissions** de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°12.035N du 4 avril 2012 susvisé est complété par les dispositions suivantes :

« Le contrôle des émissions à l'atmosphère des émissions canalisées, visées à l'article 4.4 ci-dessus, pourra être effectué au niveau des deux cyclones destinés à la captation des particules légères et au dépoussiérage des équipements de tri optique, sous réserve de la transmission d'un avis d'un bureau d'études spécialisé agréé par le ministre chargé de l'environnement, attestant que les conditions opératoires de mesure au niveau de ces cyclones respectent les règles générales définies par la norme NFX 44.052 et que les mesures obtenues sont représentatives des émissions à l'atmosphère de l'usine de traitement, sous un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté. »

- **L'article 6.4.2 - Contrôle des niveaux sonores** de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°12.035N du 4 avril 2012 susvisé est complété par les dispositions suivantes :

« En cas d'évolution de la situation concernant la construction implantée sur la parcelle n°60 / section AV limitrophe au Nord du site, actuellement propriété de la société OI France, pouvant conduire à une nouvelle occupation à usage d'habitation, l'exploitant en informe immédiatement le préfet et effectue une mesure des niveaux d'émissions sonores de son établissement au niveau de cette zone à émergence réglementée dans un délai de 3 mois à compter de cette notification. »

ARTICLE 4 – ARRÊTÉ COMPLÉMENTAIRE ABROGÉ

L'arrêté préfectoral complémentaire n°14.123N du 3 octobre 2014 susvisé est abrogé.

ARTICLE 5 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS (art. L. 171-11 du code de l'environnement)

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction, conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement.

Conformément à l'article R.421-1 du code de justice administrative, il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de NÎMES situé 16 Avenue Feuchères, 30000 Nîmes, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, soit par voie postale, soit via l'application information « Telerecours Citoyens » accessible sur le site www.telerecours.fr.

ARTICLE 6 – INFORMATION DES TIERS (art. R.171-1 du code de l'environnement)

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département du Gard pendant une durée minimale de deux mois.

Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de VERGEZE et pourra y être consultée.

Un extrait de cet arrêté est affiché en mairie de la commune de VERGEZE pendant une durée minimum d'un mois : procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire concerné.

Le présent arrêté est publié sur le site internet gouvernemental Géorisques – rubrique Installations classées pour la protection de l'environnement, à l'adresse :

<https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees?page=1>

ARTICLE 7 - EXÉCUTION

Le secrétaire général de la Préfecture du Gard, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de VERGEZE, ainsi qu'à la SAS LOUIS VIAL.

Le préfet

Pour le préfet,
le secrétaire général


Yann GERARD

SAS LOUIS VIAL. site de Vergèze

1. Portail d'entrée
2. Bascule
3. Bureaux
4. Vestiaire
5. Entrée du personnel
6. Usine
7. Tremie
8. Silot de chargement
9. Acces pompe
10. Parking
11. Stockage RTO
12. Verre brut
13. Calcin RTO
14. Box 5
15. Box 4
16. Box ferreux
17. Box 2
18. Box 1
19. Point de regroupement
20. Installation de poudre
21. Locabri pour fine
22. Station de carburant
23. Local TGBT
24. Box Roue
25. Box RTO ultime
26. Box blanc
27. Benne non-ferreux
28. Box DIB bouteille
29. Box DIB bouchon
30. Zone non-conformité
31. Zone chargement - déchargement



AP n°12.035N



- poids lourds externes
- poids lourds internes
- Piétons
- Zone chargement / déchargement
- Zone à risque d'explosion